



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Négociations sur les changements climatiques dans le cadre de l'ONU : éclaircissements sur les résultats attendus à Copenhague et décisions à prendre quant au financement et aux objectifs de mi-mandat

(Bangkok, 9 octobre 2009) – L'avant-dernier cycle de négociations avant la conférence historique de Copenhague en décembre a pris fin vendredi à Bangkok, capitale de la Thaïlande. Le bilan est positif en ce qui a trait à la définition des principaux résultats attendus à Copenhague, mais il reste des zones d'ombre quant aux mesures à prendre pour assurer la réussite de l'accord international sur les changements climatiques.

« Il s'est dégagé une volonté réelle de mettre en place les outils nécessaires pour agir sans tarder contre des changements climatiques », a déclaré Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la CCNUCC, « mais de grandes divergences demeurent. En décembre, les citoyens du monde entier auront le droit de savoir exactement ce que leur gouvernement entend faire pour lutter contre les effets de l'évolution du climat. Il est grand temps de mettre de côté nos intérêts égoïstes et d'unir nos forces pour le bien commun », a-t-il ajouté.

Les Parties ont progressé dans les domaines de l'adaptation, du transfert de technologie et du renforcement des capacités. Elles se sont également entendues sur des questions techniques comme les forêts et l'utilisation des terres, la façon d'évaluer le potentiel de réchauffement que présentent les nouveaux gaz à effet de serre et les différents moyens de renforcer le mécanisme pour un développement propre relevant du Protocole de Kyoto.

En revanche, la situation a peu évolué en ce qui a trait aux engagements à mi-mandat des pays industrialisés en matière de réduction des émissions et il reste des points à éclaircir concernant le financement dont les pays en développement ont besoin pour continuer à diminuer leurs émissions et à s'adapter aux effets inévitables des changements climatiques.

« Les pays industrialisés peuvent faire preuve d'ambition dans le cadre de l'accord international qui sera signé à Copenhague. Ainsi, la Norvège a annoncé qu'elle réduirait ses émissions de 40 % », a précisé le plus haut responsable des questions climatiques au sein de l'ONU.

Les négociations tenues en Thaïlande seront suivies d'une session de cinq jours à Barcelone (2-6 novembre), en préparation de la Conférence de Copenhague qui aura lieu du 7 au 18 décembre. « De retour dans leurs capitales respectives, les négociateurs disposeront de trois semaines pour recevoir les ultimes directives des dirigeants politiques et mener à bien leur mission », a indiqué Yvo de Boer. « Les grands de ce monde devront affirmer leur volonté



politique en contribuant à lever les derniers obstacles en matière d'objectifs et de financement », a-t-il ajouté.

Les chefs d'État et de gouvernement réunis à New York en septembre ont fait connaître les cinq points clés qui devraient figurer dans un accord global, juste et efficace.

L'accord de Copenhague devra d'abord prévoir des mesures renforcées propres à aider les plus vulnérables et les plus pauvres à s'adapter aux effets des changements climatiques. Les dirigeants ont par ailleurs jugé indispensable de fixer des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions pour les pays industrialisés et de mettre en place dans les pays en développement des mesures adaptées à la situation de chacun, assorties de l'appui nécessaire.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a fourni des indications susceptibles d'orienter les discussions : les pays industrialisés devraient fixer leur objectif global de réduction entre 25 et 40 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2020 et à 50 % au moins d'ici 2050, si l'on veut éviter les effets les plus néfastes de l'évolution du climat

Le quatrième élément essentiel convenu par les chefs d'État et de gouvernement est la nécessité d'accroître les moyens financiers et technologiques en mettant en place un mécanisme de financement automatique. Enfin, ils ont déterminé que l'accord de Copenhague devrait permettre de créer une structure de gouvernance équitable pour gérer les fonds d'adaptation et d'atténuation de manière à satisfaire les besoins des pays en développement.

La CCNUCC

Avec 192 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte aujourd'hui 184 Etats membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 Etats formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Avis aux journalistes

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec :

M. Eric Hall, Porte-parole de la Conférence
Tél. : +66 81 925 0238
ehall@unfccc.int

M. John Hay, liaison avec les médias
Tél. : +66 81 987 4706
jhay@unfccc.int

M. Alexander Saier, coordination avec les médias
Tél. : +66 81 870 7144
asaier@unfccc.int

Mme Carrie Aßheuer, demandes d'interviews à la CCNUCC (secrétaire exécutive)
Tél. : +66 81 923 9574
cassheuer@unfccc.int

Mme Ichaya Methasate, accréditation de la presse
Tél. : +66 2 288 1482



Portable : +66 86 508 1579
press@unfccc.int